

# Courrier à l'assureur-crédit pour défendre sa ligne de couverture

Modèle fourni par SauverMonEntreprise.fr : remplacez les champs [ENTRE CROCHETS] par vos informations.

[RAISON SOCIALE]

[Forme juridique, capital]

[Siège social]

[SIREN]

Représentée par [NOM, PRÉNOM], [qualité]

À l'attention du service arbitrage

[COMPAGNIE D'ASSURANCE-CRÉDIT]

[Adresse]

Objet : demande de maintien de la couverture sur notre société,  
référence acheteur [RÉFÉRENCE le cas échéant].

Madame, Monsieur,

Notre fournisseur [RAISON SOCIALE DU FOURNISSEUR] nous informe que la ligne de couverture dont il bénéficie sur notre société [a été réduite de [MONTANT] à [MONTANT] euros / est en cours de réexamen / a été résiliée à effet du [DATE]].

Cette décision nous semble reposer sur une image ancienne de notre situation, et nous souhaitons vous communiquer les éléments les

plus récents.

## I. Notre situation actuelle

- Chiffre d'affaires des [NOMBRE] derniers mois : [MONTANT] euros, en [progression / stabilité] par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Trésorerie disponible au [DATE] : [MONTANT] euros.

- Carnet de commandes au [DATE] : [MONTANT] euros, dont [MONTANT] euros de commandes fermes signées avec [CLIENTS PRINCIPAUX].

- Nos règlements fournisseurs sont tenus : [aucun incident sur les douze derniers mois / l'incident du [DATE] a été régularisé le [DATE]].

## II. Les éléments d'explication

[Le cas échéant, expliquer le point qui a pu inquiéter : les comptes [ANNÉE] portent la trace d'un événement ponctuel désormais soldé, une perte exceptionnelle liée à [CAUSE], depuis compensée par [MESURE].]

Nous vous transmettons ci-joint une situation comptable intermédiaire arrêtée au [DATE], notre prévisionnel de trésorerie et l'attestation de notre expert-comptable.

Nous sollicitons le réexamen de votre position et le maintien de la ligne de couverture au niveau de [MONTANT] euros, qui correspond à notre courant d'affaires réel avec ce fournisseur. Nous sommes disponibles pour un entretien téléphonique avec votre arbitre, à la date

qui lui conviendra.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Fait à [VILLE], le [DATE]

[Signature du représentant légal]

---

Modèle indicatif, à adapter à votre situation : il ne remplace pas un conseil personnalisé (avocat, expert-comptable, mandataire de justice). SauverMonEntreprise.fr, Comprendre, anticiper, agir.